



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 9 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 2 décembre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme FLORENTIN à Mme HERMILLY, M. ELIAS à M. BALDES, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM, Mme BESNAULT à M. BODIN

Etait absente:

Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur INOCENCIO est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 21
Conseillers votants : 26

Pour : 19
Contre : 3
Abstention : 4

12 – AMENAGEMENT DE SECURITE DE ROUTE DEPARTEMENTALE - CONVENTION AVEC LE CONSEIL GENERAL

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Dans le cadre de l'aménagement de la voirie située en agglomération et dans l'objectif de sécuriser les personnes et les biens, la ville de Blaye souhaite réaliser des coussins berlinois.

Ces dispositifs seront installés sur la route départementale n° 135 - n° 5 et 33 de la rue J. Rudel.

S'agissant d'une voie départementale, la ville de Blaye a demandé l'autorisation au Conseil Général de la Gironde qui a répondu favorablement.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante avec le Conseil Général ainsi que toutes les pièces y afférent.

La commission n°6 (Equipe- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/12/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20141209-18684-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK